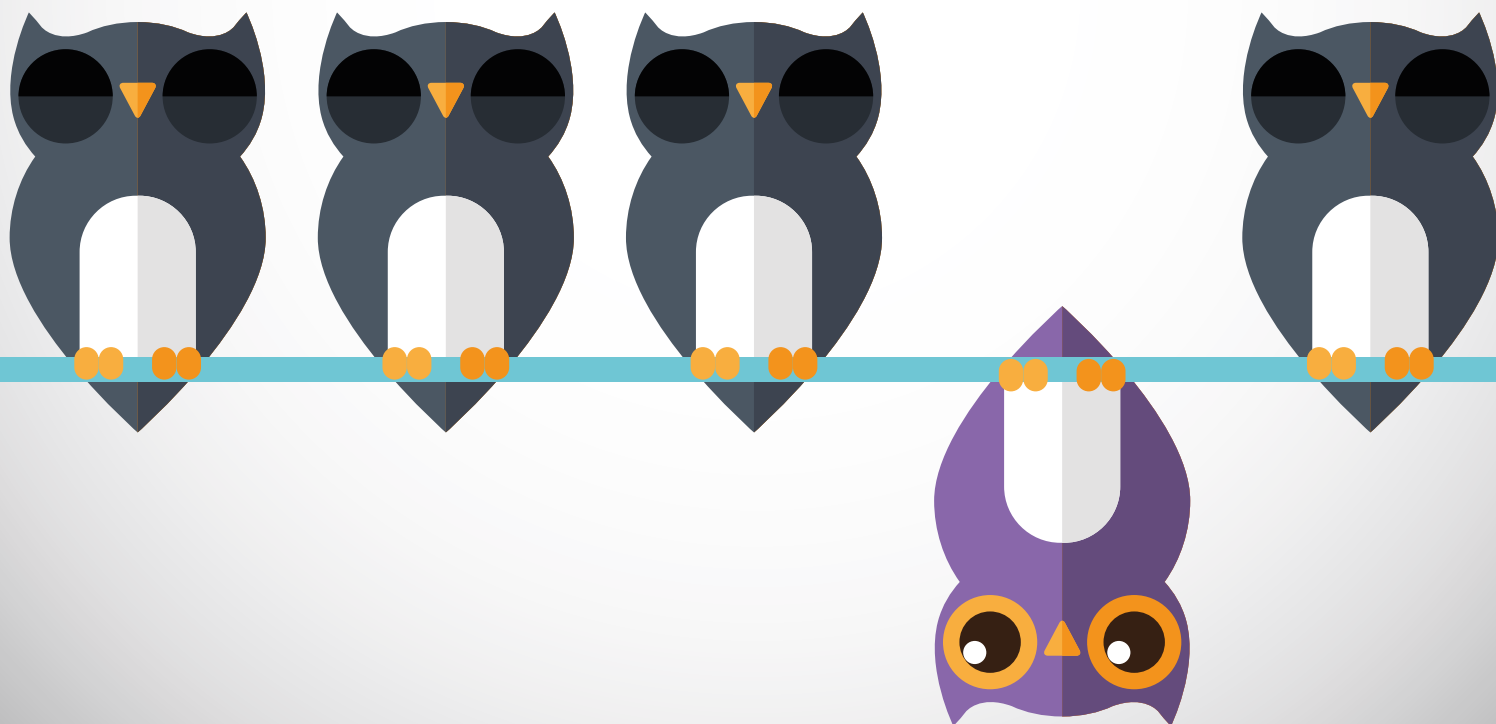




Édition spéciale  
L'espace transfrontalier



## L'esprit d'entreprise

Absentéisme et présentéisme au travail

Les frontaliers

Les expatriés

vos experts en droit  
et développement  
des entreprises



accompagner vos ambitions  
au quotidien

[arendt.com](https://www.arendt.com)



## News

**4** L'entrepreneuriat a un rôle à jouer

## L'esprit d'entreprise

**24** Le Luxembourg, un environnement propice pour les entrepreneurs de tous horizons

**28** Se lancer dans l'entrepreneuriat au Luxembourg

**30** L'autorisation d'établissement

**31** Registre des Bénéficiaires Effectifs : êtes-vous inscrits ?

**33** Adresses utiles

**34** House of Entrepreneurship – Le guichet unique dédié à l'entrepreneuriat

**36** Gérer son entreprise : un long fleuve tranquille ?

**37** Entrepreneur's Days : et si l'on parlait de culture d'entreprise ?

**38** Guichet Unique PME – Une structure locale en milieu rural

**41** BusinessMentoring Luxembourg – Pour rappel

**44** Un Prix de la Jeune Entrepreneuse parrainé par les Soroptimistes du Luxembourg – L'appel à candidature est lancé

**46** Les PME ont leur place dans l'innovation ouverte

**47** Deloitte Private – Agir intelligemment  
**50** Donnez confiance à votre banquier : « Ma trésorerie se porte bien ! »

**52** A la recherche du meilleur financement pour mon entreprise

**54** SNCI – Accompagner et encourager les investissements des entreprises

**56** Un incubateur au parfum féminin

**60** TVA : simplification en vue pour les PME

**62** Le contentieux TVA

**65** Les charges sociales

**74** La voiture de fonction

**76** Reconnaissance des collaborateurs : un excellent levier de motivation

**78** Le télétravail facilité par les législations qui l'encadrent ?

**80** Le compte épargne-temps

**82** Les congés

**87** Les congés extraordinaires

**88** Travailler un jour férié

**89** La Cour d'appel affirme le droit à la déconnexion du salarié pendant son congé

**90** Transfert d'e-mails vers une adresse inconnue : violation de l'obligation de confidentialité

**92** Cybersecurity4Success : Pour l'amour du risque

**94** Salon HR LUX <sup>Trade Fair</sup> par EviLux

**95** Perennials ou la prochaine guerre des talents

**96** Le Luxembourg, terre d'accueil pour les entreprises et les cadres étrangers

**99** Les crédits d'impôt : quelles sont ces sommes perçues sur une fiche de paie et pourquoi ?

**101** Les comptes bancaires au Luxembourg : que faut-il déclarer en Belgique ?

**102** 5 bonnes raisons de faire appel à des hôtes/hôtesse d'accueil professionnels

**103** Kinopolis – Une visite à 360 degrés pour découvrir l'autre univers du cinéma

## Dossier Absentéisme et présentisme au travail

**104** Absences au travail : contours et enjeux d'un phénomène multifacette

**107** L'absentéisme au travail pour cause de maladie

**109** L'Observatoire de l'absentéisme : un outil de *benchmarking* à disposition des entreprises

**111** Le présentisme au travail : un phénomène récent qui doit être intégré à la réflexion des entreprises

**113** Mesure et caractéristiques du présentisme au Luxembourg

**116** L'absentéisme : pour une meilleure prise en charge

**119** Hôpital Robert Schuman – Chercher d'abord les causes de l'absentéisme et travailler sur des actions de prévention

**120** « Contre l'absentéisme, assurer un meilleur suivi de chacun »

**121** « Face à l'absentéisme, maintenir un lien de qualité avec le personnel »

**122** « Evaluer la productivité plus que le coût de l'absentéisme »

**123** VISION ZERO – La sécurité et la santé sont des stratégies payantes

**126** Le présentisme, la face cachée de l'absentéisme

**128** Absentéisme habituel : quand la maladie devient une cause sérieuse de résiliation du contrat de travail

## Les frontaliers

**132** Le travail frontalier comme ressource pour territoire

**135** Mobilité durable : 73.000 salariés à « convertir » d'ici 2025

**137** La protection sociale des travailleurs de l'Union européenne

**140** Imposition du salaire : ce qui va changer pour les frontaliers français

**144** Maladie et maternité au Luxembourg

**151** Les prestations familiales au Luxembourg

**158** L'aide financière au Luxembourg pour les études supérieures

**162** Les maladies et accidents professionnels au Luxembourg

**167** La pension d'invalidité dans la Grande Région

**172** L'indemnisation du chômage dans la Grande Région

**178** Qui doit payer le chômage des frontaliers ? Résultats du sondage réalisé en août 2019 sur le site [lesfrontaliers.lu](http://lesfrontaliers.lu)

**179** Carrière à l'étranger et retraite

## Les expatriés

**185** Quelles démarches faut-il accomplir à votre arrivée au Luxembourg ?

**186** Détacher son personnel au Luxembourg

**190** Partir en expatriation peut être un *lit de roses* mais il s'avère parfois semé d'épines...

**192** Bien anticiper son expatriation en amont

## Formation tout au long de la vie

**194** Des formations plus courtes mais plus nombreuses pour les salariés au Luxembourg

**195** PwC's Academy – Learning designed for me

**196** Le Luxembourg Lifelong Learning Centre propose deux nouveaux masters en formation continue

**198** L'éducation et la formation des adultes

## 200 Livres

### Editeur / Régie publicitaire /

Media & Advertising S.à.r.l.

223, rue de Cessange • L-1321 Luxembourg

Tél : (352) 40 84 69 • Fax : (352) 48 20 78

### Directeur de la publication /

#### Rédacteur en chef /

Isabelle Couset

E-mail : [icouset@yahoo.com](mailto:icouset@yahoo.com)

### Rédaction /

Isabelle Couset, Sébastien Lambotte, Michel

Nivoix, Michael Peiffer

### Merci à toutes les personnes qui ont contribué à la rédaction de ce

numéro : Martine Borderies, EY Luxembourg, House of Entrepreneurship, M<sup>e</sup> Samia Rabia, Michèle Grisard, Philippe Docquier, Olivier Lambert, Samuel Choukroun, Catherine Degive, Françoise Jacquet, Alice Denby Wilkes, Aurélie Imberteche, M<sup>e</sup> Louis Berns, M<sup>e</sup> Kim Meis, Chambre des salariés Luxembourg, Danielle Louis, M<sup>e</sup> Céline Lelièvre, [securitymadein.lu](http://securitymadein.lu), Céline Campi-Blain, Caroline Lamboley, Séverine Moca, Nicolas Tomasetig, Netty Thines, Mireille Zanardelli, Thierry Mazoyer, MindForest, [visionzero.lu](http://visionzero.lu), M<sup>e</sup> Cindy Arces, M<sup>e</sup> Sabrina Alvaro, Rachid Belkacem, Isabelle Pigeron-Piroth, Vincent Hein, FRONTALIERS Grand Est, Janique Bultot, Romain Sinnes-[lesfrontaliers.lu](http://lesfrontaliers.lu), ING Luxembourg, Anne Charlier, Sylvie Schmit-Verbrugghen, INFPC, LLLC et Service de la Formation des adultes du ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Mise en page /** Tessa Vandermerghel / weprint, Luxembourg

**Impression /** weprint, Luxembourg

### Parution bimestrielle

Abonnements

1 an – 6 numéros : 40 EUR

2 ans – 12 numéros : 72 EUR

Media & Advertising S.à.r.l. collecte et traite, en qualité de responsable de traitement, vos données personnelles conformément aux lois et règlements en vigueur. Vous disposez d'un droit d'accès à vos données personnelles, et dans la mesure prévue par la réglementation applicable, d'un droit de rectification, d'un droit d'opposition, du droit de demander l'effacement de tout ou partie des données ou une limitation du traitement, de porter plainte auprès de la CNPD. Pour exercer ces droits ou en savoir plus, contactez [icouset@yahoo.com](mailto:icouset@yahoo.com).



# L'entrepreneuriat a un rôle à jouer

L'amélioration de la croissance et de la productivité réside dans la capacité d'entreprendre d'une économie. C'est la déclaration faite en ce sens en 2002, par Romano Prodi alors président de la Commission européenne. Si aujourd'hui l'entrepreneuriat est perçu comme un moteur du développement social et économique à travers le monde, il n'en a pas toujours été ainsi. Particulièrement en Europe, laquelle n'a jamais été douée pour aider ses start-up, la crise bancaire n'ayant d'ailleurs rien arrangé.

Parce que les entrepreneurs de petites entreprises et/ou de nouvelles entreprises ont besoin du soutien de toutes les forces économiques et politiques pour réussir, l'Union européenne s'est à nouveau mobilisée en 2014, lançant un vaste programme de soutien à la compétitivité des petites et moyennes entreprises. (2,5 milliards EUR investis d'ici à 2020).

### La création de nouvelles entreprises, moteur essentiel de la croissance économique

Le rôle de l'entrepreneuriat a, en l'espace de 50 ans, changé radicalement avec l'avènement de l'économie de la connaissance. Au cœur de cette économie, on trouve les nouvelles technologies, l'éducation supérieure, la formation professionnelle. Cet entrepreneuriat dit de « haute technologie » est principalement porté par de petites entreprises capables de rivaliser avec des firmes de grande taille. Surprenant lorsque l'on sait qu'en Europe comme aux Etats-Unis l'efficacité économique des petites entreprises, y compris technologiques, était sérieusement questionnée jusque dans les années 90 où les Etats-Unis découvraient que la plupart des nouveaux emplois émanaient précisément de petites firmes. Aujourd'hui, le succès de petites entreprises et/ou de nouvelles entreprises, celles par exemple intervenant sur les marchés extérieurs (commerce extérieur), ne dépend plus forcément de leur taille mais de leur capacité à maîtriser les nouvelles technologies de la communication, de se doter de dirigeants et salariés parfaitement formés.

Pour autant, et en particulier en Europe, de nombreux obstacles subsistent, freinant l'expansion des petites firmes, dissuadent les entrepreneurs d'en créer de nouvelles, notamment dans les secteurs scientifique et technologique. En cause : l'environnement réglementaire et économique, la protection de la propriété intellectuelle, la faible incitation à innover (trop de subventions tue l'innovation), le peu de confiance fait à l'esprit d'entreprise.

### Etablir un climat favorable aux affaires et aux entreprises

Et si on commençait par faire confiance à l'esprit d'entreprise ?

Si un échec est considéré comme une leçon donnant de l'expérience chez les entrepreneurs américains, chez les européens, il est en effet considéré comme une incapacité à gérer. On comprend dès lors pourquoi la prise de risque est plus facile aux Etats-Unis qu'en Europe ; et à l'inverse pourquoi peu nombreux sont les Européens qui sont enclins à entreprendre.



Par ailleurs, les entrepreneurs sont inquiets du manque de perspectives. Nul n'ose saisir les nombreuses opportunités offertes par la science. Et même s'ils le voulaient, le pourraient-ils ?

La part des profits des entreprises non financières ne cesse de diminuer depuis 2010 ; l'accès au crédit est de plus en plus difficile, particulièrement dans certains pays comme l'Espagne à cause des risques qui pèsent sur le système bancaire ; le prix de l'énergie augmente ; malgré les efforts, le coût du travail a augmenté, les finances des entreprises sont soumises à rude épreuve.

De plus, l'entrepreneur porteur d'un projet innovant doit démontrer ses compétences de bon gestionnaire de ressources et de connaissance du marché afin de bénéficier de financement d'investisseurs appelés *Business Angels*, qui en tirent leur rémunération<sup>(1)</sup>.

## Les réformes attendues, les réformes en cours

Des réformes sont attendues, d'autres sont en cours dans de nombreux pays afin d'alléger les contraintes auxquelles les entreprises sont confrontées. Tout d'abord, celle du financement. Les intermédiaires bancaires ne sont ni des inves-

tisseurs patients ni des *Business Angels*. Or, l'accès au crédit en Europe est le principal frein à l'entrepreneuriat. Les banques en Europe doivent donc évoluer vers un modèle de banques devenant de véritables partenaires sur le long terme. Il manque aussi en Europe des lieux de bouillonnement où trouver des financements, des compétences et des idées, comme dans la Silicon Valley ; certains clusters en Europe pourraient s'acheminer dans un futur plus ou moins proche vers ce modèle (l'exemple munichois).

S'agissant de l'environnement juridique, vestige d'un archaïsme dépassé, les entrepreneurs européens sont responsables sur leurs biens propres des pertes de l'entreprise. Cette réforme est essentielle pour des raisons évidentes. Seuls les plus riches, les plus téméraires ont en effet jusqu'à présent les moyens de se lancer dans l'aventure. L'autre réforme tout aussi fondamentale est celle portant sur l'harmonisation et la modernisation du statut des entrepreneurs européens.

Plusieurs pays ont entrepris des réformes portant sur les procédures collectives dans un souci de protéger les entreprises en difficulté, parmi lesquels l'Allemagne, la Suède, la France et le Royaume-Uni.

Rappelons enfin qu'en période de crise, l'entrepreneuriat s'avère être aussi une possibilité d'emploi pour les personnes qui sont au chômage.

**Martine Borderies**

(1) 16,9 % pour le secteur santé et biotech, 7,1 % pour le secteur énergie et cleantech, 3 % pour le secteur services et transports, 12,8 % pour l'industrie et la chimie, 6,1 % pour les biens de consommation et 5,9 % pour les autres secteurs. Chiffre de 2015 - France Angels, Fédération nationale des *Business Angels*.

## En savoir plus :

La Culture Générale, <https://www.laculturegenerale.com/economie-de-la-connaissance>.

Les Définitions, Le Dico des Définitions, <http://lesdefinitions.fr/entrepreneuriat#ixzz5vodikmF0>

Fondation Robert Schuman, Question d'Europe n° 284, *Les entrepreneurs, au cœur de la reprise économique en Europe*,

<https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0284-les-entrepreneurs-au-coeur-de-la-reprise-economique-en-europe>.





## L'entreprise à mission

L'entreprise à mission est une entreprise qui ne sert pas les intérêts de ses actionnaires. Un certain nombre de ces entreprises s'engagent sur d'autres objectifs, des objectifs sociétaux et/ou environnementaux, en mettant en place des actions de RSE. Se pose alors la question de savoir comment elles vont concilier rentabilité et enjeux sociétaux ou environnementaux.

La CAMIF en France, qui est un distributeur de meubles et d'appareils électroménagers, est l'une d'entre elles. Cette compagnie s'est donnée pour mission, écrite noir sur blanc dans ses statuts, de fournir des produits fabriqués au « *bénéfice de l'Homme et de la Planète* ». Comment ? En s'engageant à mobiliser, consommateurs, collaborateurs, fournisseurs, actionnaires, acteurs territoriaux afin d'inventer de nouveaux modèles de consommation, de production et d'organisation.

Une manière d'engager les actionnaires et de les faire adhérer à des investissements innovants qui, sinon, seraient condamnés car par nature incertains et se développant sur le long terme.

D'autres chefs d'entreprise pourraient suivre. Pourtant, le problème est de savoir comment sécuriser ce type d'entreprise en cas de changement d'actionnaires et/ou de transmission de l'entreprise.

En France, depuis une dizaine d'années, des chercheurs en économie planchent sur le sujet : un nouveau statut pourrait voir le jour.

**Martine Borderies**

<https://www.camif.fr/innovation-durable>

## La conquête des marchés extérieurs et les PME

Pour de nombreuses PME européennes, les frontières nationales constituent un obstacle important à l'expansion de leur activité. Elles restent ainsi largement tributaires de leur marché domestique, ce qui les expose à une forte concurrence internationale, y compris au sein de leur propre marché intérieur.

Chercher de nouveaux débouchés hors territoire est une question de survie. Pour y parvenir, les gouvernements et les régions doivent leur apporter leur aide.

Le manque de ressources, de contacts, l'absence de partenaires potentiels, le manque d'expertise, la méconnaissance de la réglementation en matière d'exportation mais aussi des normes spécifiques relatives à chaque produit, la méconnaissance des usages commerciaux étrangers représentent autant de freins auxquels sont confrontées les entreprises. Auxquels s'ajoute la peur de l'inconnu.

Pourtant, des études ont montré l'existence de liens étroits entre innovation et internationalisation. S'internationaliser pour avoir un meilleur accès à l'innovation et à la recherche est ce vers quoi les entreprises en Europe doivent tendre.

Le Luxembourg a mis en place ces dernières années un certain nombre



de dispositifs pour les accompagner parmi lesquels des actions de lobbying. On peut citer la House of Start-ups, le Luxembourg City Incubator, mais aussi la prise de parole lors de nombreux événements nationaux et internationaux (rencontre des Chambres internationales au Luxembourg), la participation à des événements internationaux tels que la SME Assembly en Autriche, le Salon CeBIT, la Hannover Messe... Quant à l'asbl nyuko, elle se repositionne afin de faire

face aux nouveaux défis. D'accélérateur de start-up et d'incubateur, elle s'oriente désormais vers l'accompagnement des créateurs d'entreprise : promotion de l'entrepreneuriat, exploration des besoins des entrepreneurs, soutien de la mise en œuvre de projets... De nombreux réseaux transfrontaliers participent également à la promotion des entreprises qui exportent.

**Martine Borderies**

# La fiscalité, architecte de votre transformation ?

Un passage vers le monde numérique engendre des opportunités de transformation illimitées.

[ey.com/lu/tax](https://ey.com/lu/tax)

#BetterQuestions

The better the question. The better the answer.  
The better the world works.



## Déficit public 2018 dans l'UE28

Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans la zone euro (ZE19), passant de 1,0 % en 2017 à 0,5 % en 2018, ainsi que dans l'UE28, de 1,0 % à 0,6 %. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a reculé dans la ZE19, passant de 87,1 % à la fin de l'année 2017 à 85,1 % à la fin de l'année 2018, ainsi que dans l'UE28, de 81,7 % à 80,0 %.

En 2018, le Luxembourg (+ 2,4 %), la Bulgarie et Malte (+ 2,0 % chacune), l'Allemagne (+ 1,7 %), les Pays-Bas (+ 1,5 %), la Grèce (+ 1,1 %), la Tchéquie et la Suède (+ 0,9 % chacune), la Lituanie et la Slovaquie (+ 0,7 % chacune) ainsi

que le Danemark (+ 0,5 %), la Croatie (+ 0, %) et l'Autriche (+ 0,1 %) ont affiché un excédent public, tandis que l'Irlande avait un solde budgétaire à l'équilibre. Deux États membres ont affiché un déficit supérieur ou égal à 3 % du PIB : la Roumanie (- 3,0 %) et Chypre (- 4,8 %).

À la fin de l'année 2018, les plus faibles ratios de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en Estonie (8,4 %), au Luxembourg (21,4 %), en Bulgarie (22,6 %), en Tchéquie (32,7 %), au Danemark (34,1 %) et en Lituanie (34,2 %). Quatorze États membres ont affiché

un ratio de dette publique supérieur à 60 % du PIB, les plus élevés ayant été enregistrés en Grèce (181,1 %), en Italie (132,2 %), au Portugal (121,5 %), à Chypre (102,5 %), en Belgique (102,0 %), en France (98,4 %) et en Espagne (97,1 %).

En 2018, les dépenses publiques dans la zone euro ont représenté 46,8 % du PIB et les recettes publiques 46,3 %. Dans l'UE28, elles ont été respectivement de 45,6 % et 45,0 % du PIB. Entre 2017 et 2018, le ratio des dépenses publiques a baissé dans les deux zones tandis que le ratio des recettes publiques a augmenté.

### PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale), 2018

	Luxembourg	Allemagne	Belgique	France
PIB pm (millions EUR)	58.869	3.386.000	450.577	2.353.167
Déficit public (-)/excédent (+)	1.418	58.012	- 3.096	- 59.563
% du PIB	2,4	1,7	- 0,7	- 2,5
Dépenses publiques (% du PIB)	43,1	43,9	52,4	56,0
Recettes publiques (% du PIB)	45,5	45,6	51,7	53,5
Dette publique (millions EUR)	12.587	2.063.172	459.651	2.315.298
% du PIB	21,4	60,9	102,0	98,4
Pour mémoire : prêts intergouvernementaux (millions EUR)	614	66.966	8.545	49.976
% du PIB	1,0	2,0	1,9	2,1

Source : Eurostat, Communiqué de presse euroindicateurs *Transmission des données du déficit et de la dette pour 2018 - 1<sup>ère</sup> notification - Déficit public de la zone euro et de l'UE28 respectivement de 0,5 % et 0,6 % du PIB - Dette publique à 85,1 % et 80,0 %, n° 67/2019* du 23 avril 2019.

<https://ec.europa.eu/eurostat>





**Le nouvel Opel**

# GRANDLAND X HYBRID4

**Ne faites aucun compromis. Obtenez tout.**



[opel.lu](http://opel.lu) informations environnementales (KB 19/03/2004): [opel.lu](http://opel.lu).

La consommation et les émissions de CO<sub>2</sub> ont été déterminées selon la procédure mondiale d'essai des véhicules légers (WLTP) et les valeurs ont été converties en NEDC à des fins de comparaison, conformément aux normes R (EC) Nr. 715/2007, R (UE) n° 2017/1153 et R (UE) n° 2017/1151.

1,5 l/100km • 34 g/km CO<sub>2</sub> • 14,9 kWh/100km



DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.



## Les non-résidents détiennent principalement la dette publique 2018 dans l'UE

Parmi les États membres pour lesquels des données sont disponibles, la proportion la plus élevée de la dette publique détenue par les non-résidents en 2018 a été enregistrée à Chypre (76 %), suivie par la Lettonie (74 %) et la Lituanie (73 %). À l'inverse, la plus grande part de la dette détenue par le secteur des sociétés financières résidentes a été enregistrée au Danemark (72 %), devant la Suède (70 %) et l'Italie (65 %). D'une manière générale au sein des pays membres de l'UE, moins de 10 % de la dette était détenue par les secteurs non financiers résidents (sociétés non financières, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), à l'exception de Malte (25 %), la Hongrie (22 %), le Portugal (13 %) ainsi que l'Irlande (11 %).

Les titres de créance ont constitué le principal instrument financier dans quasiment tous les États membres de l'UE, notamment en Tchéquie (90 % du total de la dette publique) et en Hongrie (89 %), à Malte et en Slovaquie (88 % chacune), le Royaume-Uni (87 %), l'Espagne, la France et la Slovaquie (86 % chacune) ainsi que l'Italie (85 %). En revanche, les prêts étaient largement dominants en Estonie et en Grèce, où ils ont représenté respectivement 88 % et 82 % du total. Le recours aux prêts a également été important à Chypre (48 %), au Luxembourg (32 %), en Croatie (31 %), en Suède (30 %) et au Portugal (28 %). Le numéraire et les dépôts ne constituaient généralement qu'une petite partie de la dette, sauf au Portugal (11 %), en Irlande et au Royaume-Uni (10 % chacun) et en Italie (8 %).

### Structure de la dette des administrations publiques des Etats membres de l'UE, 2018

Dette brute des administrations publiques par :

	Secteur détenteur (proportion)				Échéance initiale	Instrument (proportion)		
	Dette brute des adm. publiques (en % du PIB)	Non-résidents (reste du monde)	Financier résident (sociétés financières)	Secteurs non financiers résidents	Part de la dette à court terme (< 1 an)	Numéraire et dépôts	Titres de créance	Prêts
UE	80,0	/	/	/	/	4,1 %	81,6 %	14,2 %
Zone Euro	85,1	/	/	/	/	3,1 %	80,9 %	16,0 %
<b>Luxembourg</b>	<b>21,4</b>	<b>44,1 %</b>	<b>55,0 %</b>	<b>55,0 %</b>	<b>7,2 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>65,6 %</b>	<b>32,1 %</b>
Allemagne	60,9	47,7 %	50,4 %	50,4 %	6,7 %	0,7 %	73,1 %	26,1 %
Belgique	102,0	52,7 %	43,4 %	43,4 %	7,6 %	0,3 %	82,5 %	17,2 %
France	98,4	47,3 %	49,5 %	49,5 %	8,5 %	1,8 %	86,1 %	12,2 %

Source : Eurostat, Communiqué de presse *Structure de la dette publique en 2018 – Dette principalement détenue par les non-résidents dans la moitié des Etats membres de l'UE – Les échéances initiales à long terme prévalent nettement*, n° 102/2019 du 21 juin 2019.

<https://ec.europa.eu/eurostat>

### Dette publique par Etat membre, 1<sup>er</sup> trimestre 2019

	Millions EUR	% du PIB
ZE19	10.010.173	85,9
UE28	12.928.956	80,7
<b>Luxembourg</b>	<b>12.628</b>	<b>21,3</b>
Allemagne	2.077.658	61,0
Belgique	477.130	105,1
France	2.358.897	99,7

Source : Eurostat, Communiqué de presse *Euro-indicateurs Premier trimestre 2019 par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 – La dette publique en hausse à 85,9 % du PIB dans la zone euro – En hausse à 80,7 % du PIB dans l'UE28*, n° 119/2019 du 19 juillet 2019.

<https://ec.europa.eu/eurostat>



## Economie européenne : une 7<sup>e</sup> année consécutive de croissance

Selon les prévisions économiques de la Commission européenne de l'été 2019, l'économie européenne devrait connaître en 2019 sa 7<sup>e</sup> année consécutive de croissance, qui concernera tous les États membres. La croissance dans la zone euro a été plus forte que prévu au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année en raison de plusieurs facteurs temporaires tels que la douceur des conditions météorologiques en hiver et un rebond des ventes de voitures. Elle a également bénéficié de mesures de politique budgétaire qui ont dopé le revenu disponible des ménages dans plusieurs États membres.

Les perspectives à court terme pour l'économie européenne sont toutefois assombries par des facteurs extérieurs, notamment les tensions commerciales au niveau mondial et d'importantes incertitudes en matière de politiques. Ces facteurs ont continué de peser sur la confiance du secteur manufacturier, qui est le plus exposé au commerce international, et devraient affaiblir les perspectives de croissance pour le restant de l'année.

En conséquence, les prévisions de croissance du PIB de la zone euro en 2019 restent inchangées à 1,2 %, tandis que les prévisions pour 2020 ont été revues légèrement à la baisse, à 1,4 %, en raison du rythme plus modéré de la croissance attendu pour le restant de cette année (prévisions de printemps : 1,5 %). Les prévisions concernant le PIB de l'UE restent inchangées, à 1,4 % en 2019 et 1,6 % en 2020.

### Principaux indicateurs économiques 2010-2020 PIB réel (variation %)

	Moyenne quinquennale		Prévisions d'été 2019	
	2010-2014	2018	2019	2020
EU28	1,1	2,0	1,4	1,6
Zone euro	0,8	1,9	1,2	1,4
<b>Luxembourg</b>	<b>3,0</b>	<b>2,6</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>
Allemagne	2,2	1,4	0,5	1,4
Belgique	1,2	1,4	1,2	1,2
France	1,2	1,7	1,3	1,4

Source : Commission européenne, Communiqué de presse *Prévisions économiques de l'été 2019 : les perspectives de croissance assombries par des facteurs extérieurs* du 10 juillet 2019.

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-forecasts/summer-2019-economic-forecast-growth-clouded-external-factors\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-forecasts/summer-2019-economic-forecast-growth-clouded-external-factors_en)

# moving people, moving business.

Ensemble vers le prochain défi !

Solutions de mobilité business par Sales-Lentz.

[sales-lentz.lu](https://sales-lentz.lu)

 **Sales-Lentz**  
moving people

# Les Chambres de Commerce

## Luxembourg

---

### **Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg 7, rue Alcide de Gasperi**

L-2981 Luxembourg  
Tél : (352) 42 39 39-1  
Fax : (352) 43 83 26  
E-mail : chamcom@cc.lu  
(Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30)  
[www.cc.lu](http://www.cc.lu)

## Allemagne

---

### **Industrie und Handelskammer Trier**

Herzogenbuscher Straße 12  
D-54292 Trier  
Tél : 49 (0)651 97 77-0  
E-mail : service@trier.ihk.de  
[www.ihk-trier.de](http://www.ihk-trier.de)

### **Industrie und Handelskammer Saarland**

Franz-Josef-Röder-Straße 9  
D-66119 Saarbrücken  
Tél : 49 (0)681 95 20-0  
E-mail : info@saarland.ihk.de  
[www.saarland.ihk.de](http://www.saarland.ihk.de)

### **Industrie und Handelskammer für die Pfalz**

Ludwigplatz 2-4  
D-67059 Ludwigshafen  
Tél : 49 (0)621 59 04-0  
E-mail : service@pfalz.ihk24.de  
[www.pfalz.ihk24.de](http://www.pfalz.ihk24.de)

### **Industrie und Handelskammer für Rheinhessen**

Schillerplatz 7  
D-55116 Mainz  
Tél : 49 (0)6131 262-0  
E-mail : service@rheinhausen.ihk24.de  
[www.rheinhausen.ihk24.de](http://www.rheinhausen.ihk24.de)

### **Industrie und Handelskammer Koblenz**

Schlossstraße 2  
D-56068 Koblenz  
Tél : 49 (0)261 106-0  
E-mail : service@koblenz.ihk.de  
[www.ihk-koblenz.de](http://www.ihk-koblenz.de)

## Belgique

---

### **Chambre de Commerce et d'Industrie du Luxembourg belge**

1, Grand'Rue  
B-6800 Libramont  
Tél : 32 (0)61 29 30 40  
E-mail : info@ccilb.be  
[www.ccilb.be](http://www.ccilb.be)

### **Chambre de Commerce et d'Industrie Liège-Verviers-Namur**

(Stade du Standard de Liège)  
2, rue de la Centrale  
B-4000 Liège (Sclessin)  
Tél : 32 (0)4 341 91 91  
[www.ccilvn.be](http://www.ccilvn.be)

### **Industrie und Handelskammer Eupen-Malmedy-St-Vith**

Herbesthaler Straße 1A  
B-4700 Eupen  
Tél : 32 (0)87 55 59 63  
E-mail : info@ihk-eupen.be  
[www.ihk-eupen.be](http://www.ihk-eupen.be)

## France

---

### **Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Est**

10, place Gutenberg  
CS 20003  
F-67085 Strasbourg Cedex  
Tél : 33 (0)3 88 76 45 00  
[www.grandest.cci.fr](http://www.grandest.cci.fr)

### **Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle**

53, rue Stanislas  
CS 24226  
F-54042 Nancy Cedex  
Tél : 33 (0)3 83 85 54 54  
[www.nancy.cci.fr](http://www.nancy.cci.fr)

### **Chambre de Commerce et d'Industrie Meuse Haute-Marne**

55, rue du Président Carnot  
F-52115 Saint-Dizier Cedex  
Tél : 33 (0)3 25 07 32 00  
[www.meusehautemarne.cci.fr](http://www.meusehautemarne.cci.fr)

### **Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services Territoriale de la Moselle**

10/12, avenue Foch  
B.P. 70330  
F-57016 Metz Cedex  
Tél : 33 (0)3 87 52 31 00  
[www.moselle.cci.fr](http://www.moselle.cci.fr)

### **Chambre de Commerce et d'Industrie des Vosges**

10, rue Claude Gelée  
F-88026 Epinal Cedex  
Tél : 33 (0)3 29 33 88 88  
[www.vosges.cci.fr](http://www.vosges.cci.fr)



# Les Chambres des Métiers

## Luxembourg

### Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg

2, circuit de la Foire Internationale  
L-1347 Luxembourg  
Adresse postale :  
B.P. 1604  
L-1016 Luxembourg  
Tél : (352) 42 67 67-1  
[www.cdm.lu](http://www.cdm.lu)

## Allemagne

### Handwerkskammer Trier

Loebstraße 18  
D-54292 Trier  
Tél : 49 (0)651 207-0  
[www.hwk-trier.de](http://www.hwk-trier.de)

### Handwerkskammer des Saarlandes

Hohenzollernstraße 47-49  
D-66117 Saarbrücken  
Tél : 49 (0)681 5809-0  
[www.hwk-saarland.de](http://www.hwk-saarland.de)

### Handwerkskammer Rheinhessen

Dagobertstraße 2  
D-55116 Mainz  
Tél : 49 (0)6131 9992-0  
[www.hwk.de](http://www.hwk.de)

### Handwerkskammer Koblenz

Friedrich-Ebert-Ring 33  
D-56068 Koblenz  
Tél : 49 (0)261 398-0  
[www.hwk-koblenz.de](http://www.hwk-koblenz.de)

### Handwerkskammer der Pfalz

Am Altenhof 15  
D-67655 Kaiserslautern  
Tél : 49 (0)631 3677-0  
[www.hwk-pfalz.de](http://www.hwk-pfalz.de)

## Belgique

### Union des Classes Moyennes (UCM)

Principale organisation patronale franco-  
phone engagée dans la défense des indé-  
pendants et des chefs d'entreprise  
Guichet d'entreprises  
[www.ucm.be](http://www.ucm.be)

## France

### Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat Grand Est

5, boulevard de la Défense  
F-57078 Metz  
Tél : 33 (0)3 87 20 36 80  
<https://crma-grandest.fr>

### Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Meurthe-et-Moselle

Maison des Métiers  
4, rue de la Vologne  
F-54520 Laxou  
Tél : 33 (0)3 83 95 60 60  
[www.cma-nancy.fr](http://www.cma-nancy.fr)

### Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Meuse

Route du Pont Dammarie - Les Roises  
F-55000 Savonnières-devant-Bar  
Tél : 33 (0)3 29 79 20 11

### Antenne

23, rue de la Belle Vierge  
F-55100 Verdun  
Tél : 33 (0)3 29 79 76 62  
[www.cma-meuse.fr](http://www.cma-meuse.fr)

### Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Moselle Metz

Pôle des Métiers de Metz  
5, boulevard de la Défense  
CS 85840  
F-57078 Metz Cedex 3  
Tél : 33 (0)3 87 39 31 00

### Thionville

Pôle des Métiers de Thionville  
10, allée de la Terrasse  
F-57100 Thionville  
Tél : 33 (0)3 87 39 31 00

### Forbach

Pôle des Métiers de Forbach  
1, rue Camille Weiss  
F-57600 Forbach  
Tél : 33 (0)3 87 39 31 00

### Sarrebourg

Espace Conseil de Sarrebourg  
ZAC Les Terrasses de la Sarre  
5, Terrasse Bretagne  
F-57400 Sarrebourg  
Tél : 33 (0)3 87 39 31 00  
[www.cma-moselle.fr](http://www.cma-moselle.fr)

### Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Vosges

Cité de l'Artisanat et de l'Entreprise  
Parc économique de la Voivre  
22, rue Léo Valentin  
F-88000 Épinal  
Tél : 33 (0)3 29 69 55 55  
[www.cma-vosges.fr](http://www.cma-vosges.fr)